CP/G102056/JEB

N° 1130 - 22 mai 2012

Pour favoriser la croissance, il faut rétablir le TIR dans l'UE

Le prochain sommet de l'UE devrait être l'occasion pour les Etats membres de rétablir le TIR pour renforcer la compétitivité parmi les PME et ainsi stimuler la croissance, créer des emplois et accroître les recettes des Etats membres de l'UE.

Bruxelles – Le sommet informel qui aura lieu cette semaine et le sommet de l'UE prévu les 28 et 29 juin devraient être l'occasion pour les Etats membres de stimuler la croissance, l'emploi et les recettes publiques de l'UE en ré-autorisant l'utilisation du TIR pour le transport de marchandises sous contrôle douanier au sein de l'UE.

La restauration du Régime TIR offrirait aux 600 000 transporteurs routiers - principalement des petites et moyennes entreprises (PME) au service d'autres PME, qui représentent 85% de l'emploi - une alternative attractive à l'actuel système T obligatoire, contrôlé par un petit nombre de transitaires essentiellement dévoués aux multinationales. Le code douanier de l'UE étant actuellement en cours de révision, il serait donc très opportun de réintroduire le régime TIR sur le territoire communautaire.

Pour Alexander Sakkers, Président du Comité de liaison de l'IRU auprès de l'UE pour le transport de marchandises, les avantages du régime TIR sont certains : « Il facilite et sécurise le transport de marchandises par route et garantit aux douanes que toute taxe douanière sera payée. Les expéditeurs et transporteurs routiers devraient être libres de choisir quelle option de garantie répond au mieux à leurs besoins commerciaux et le système T, géré par un petit groupe de transitaires, ne devrait donc pas leur être imposé. Forcer les opérateurs à utiliser un système sans autre alternative viable nuit à l'économie de l'UE ».

L'inconvénient du système T est qu'il couvre uniquement les paquets individuels, contrairement au TIR qui peut garantir simultanément des camions et conteneurs entiers, simplifiant ainsi les procédures douanières tout en réduisant les délais et les coûts. Du fait que des expéditions complètes sont couvertes, le fret peut être assuré et scellé sous contrôle douanier, ce qui offre davantage de sûreté et de protection contre le crime organisé, un atout essentiel que le système T n'a pas.

« L'arrangement actuel imposé aux transporteurs routiers accroît leurs coûts et les risques de criminalité liés au fret. Baisser les coûts et sécuriser le transport de marchandises est vital pour développer les échanges et la croissance. La hausse des coûts et de l'insécurité étouffent l'activité nécessaire à la relance économique de l'UE. La réintroduction du TIR dans l'UE ne nécessite rien de plus que l'ajout d'une seule ligne, sans aucun frais, au code douanier de l'UE. Cette démarche constitue le moyen le plus efficace de favoriser la croissance dans l'UE » conclut Alexander Sakkers.

[Voir la Résolution de l'IRU sur le transport routier, moteur de la stratégie de croissance Europe 2020](#)